

COVID-19 Suivi des Impacts au niveau des ménages

Burkina Faso



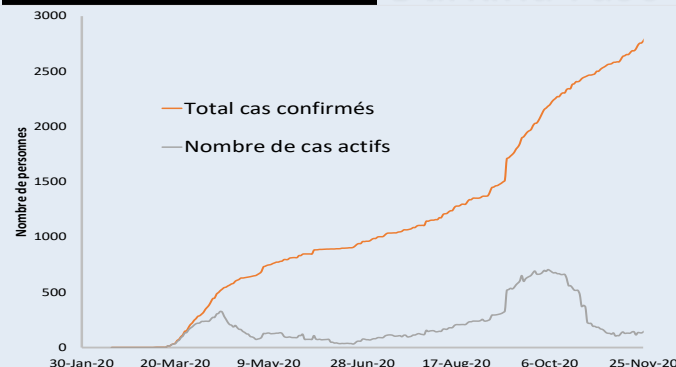
Bulletin No.4 — Décembre 2020

MESSAGES CLES

- A cause du manque de moyens financiers, une part non-négligeable des ménages n'a pas pu accéder aux aliments. Si des mesures fortes ne sont pas prises, la Covid-19 pourrait aggraver l'insécurité alimentaire;
- Compte tenu de la faible pénétration du secteur financier formel, la plupart des ménages font recours aux canaux informel pour l'obtention de crédit en ces temps de Covid-19...
- ... Il existe clairement un risque de solvabilité et un risque pour les ménages de devenir trop endettés, car, la plupart des prêts sont orientés vers les besoins de consommation à court terme, contrairement aux investissements pour la génération de revenus;
- La proportion de répondants ayant un emploi a augmenté de manière significative, passant de 75,1% au premier passage à 83,3% au deuxième passage, 89,4% au troisième passage et 91,2% au quatrième passage.
- Compte tenu de la faible couverture des services financiers formels, y compris l'assurance, et du filet de sécurité sociale limité, la plupart des ménages subissent des chocs sans rien faire (37,9%)

Cas confirmés de COVID-19

Burkina Faso



68 Décès 2,567 Patients guéris

Source: INSD (en date du 25 Novembre 2020)



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du quatrième passage d'une enquête téléphonique (HFPS) représentative au niveau national. La collecte des données a eu lieu entre le 06 novembre et le 02 décembre 2020. Outre les 2 013 ménages interrogés avec succès au troisième passage, dans un effort pour maintenir la taille de l'échantillon, 91 ménages supplémentaires qui n'avaient pas été interviewés avec succès lors des cycles précédents mais qui n'ont pas refusé à participer à l'enquête ont été appelés lors de ce quatrième cycle et 2011 (95,6% de l'échantillon) ont été interviewés avec succès. Le questionnaire comprend des modules clés qui avaient déjà été administrés lors des cycles précédents, à savoir, l'accès à la nourriture et aux services de santé, l'emploi et le revenu, et les chocs. Un nouveau module est ajouté sur l'accès au crédit pendant la

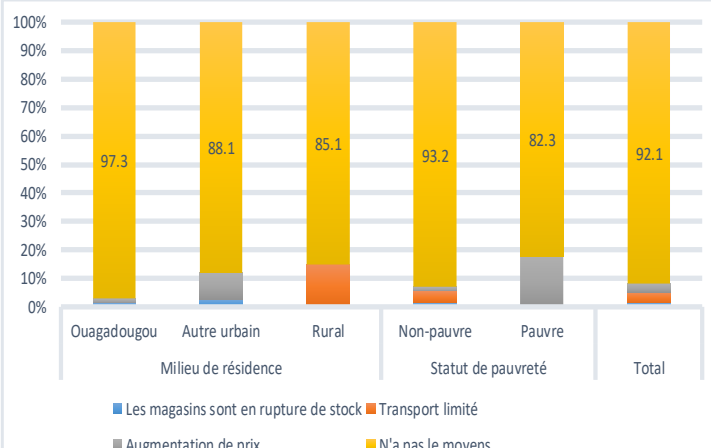
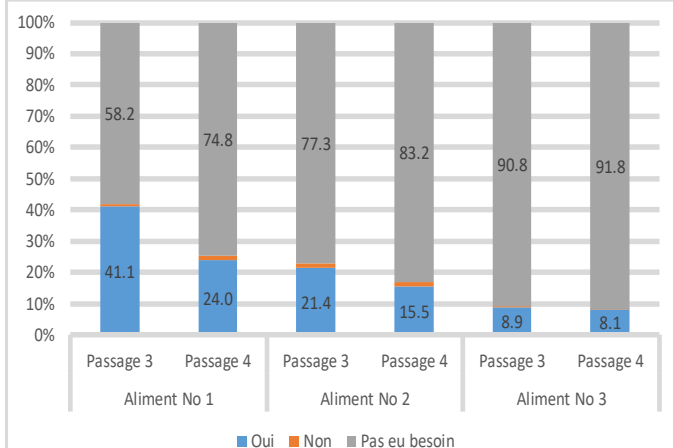


ACCÈS AUX ALIMENTS DE BASE ET AUX SERVICES SOCIAUX

Comme ce fut le cas durant les passages précédents, il ressort que les marchés des produits alimentaires fonctionnent correctement. La plupart des ménages qui ont essayé d'acheter les produits de base ont été en mesure de le faire (Figure 1). Parmi le sous-groupe de ceux qui ont essayé d'acheter les produits, entre 92% et 98% ont été capable de le faire. Compte tenu des différences dans les habitudes de consommation, les aliments de base considérés pour cette étude sont : (i) pour Ouagadougou : riz importé, maïs en grains et maïs par terre; (ii) pour les autres zones urbaines: maïs en grains, riz importé et riz local; et (iii) pour les zones rurales: maïs en grains, sorgho et mil. Lors du quatrième passage, 98% de ménages ont déclaré avoir eu accès aux aliments de base sélectionnés. Par rapport au troisième passage, ceci représente une augmentation de deux points de pourcentage. Les ménages urbains sont plus touchés par les problèmes d'accessibilité aux aliments. La quasi-totalité des ménages a mentionné le problème d'accessibilité financière comme principale raison pour laquelle ils n'ont pas pu accéder aux aliments (Figure 2). Si des mesures fortes ne sont pas prises, la Covid-19 pourrait aggraver l'insécurité alimentaire.

Fig 1: Ménages incapables d'accéder aux aliments de base

Fig 2: Raison de l'impossibilité d'acheter de la nourriture





ACCÈS AUX ALIMENTS DE BASE ET AUX SERVICES SOCIAUX

Les résultats des quatre passages révèlent qu'en dépit des défis liés à la covid-19, le système de santé a continué de fonctionner. En conséquence, la grande majorité des ménages qui ont eu besoin de soins de santé étaient en mesure d'accéder aux services (Figure 3). Pour les quelques uns qui n'ont pas pu accéder aux services de santé, l'accessibilité financière est mentionnée comme le principal obstacle aux services de santé. Malgré la Covid-19, les pharmacies fonctionnent toujours correctement. La plupart des ménages (62,4%) ont déclaré pouvoir acheter des médicaments dans une pharmacie. Il est important de noter que 28,7% ont déclaré qu'ils n'avaient pas besoin d'acheter de médicaments au moment de l'enquête. Une proportion non négligeable a eu recours à des prestataires traditionnels pour acquérir ces médicaments (Figure 4).

Figure 3: Proportion ayant eu un traitement (% malades)

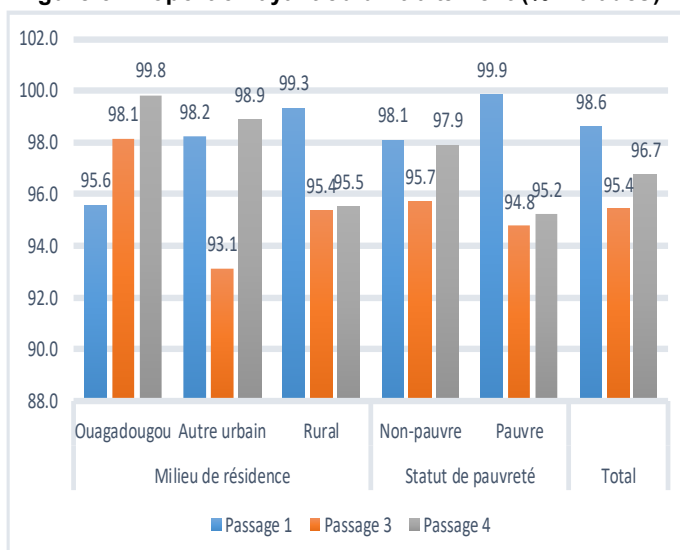
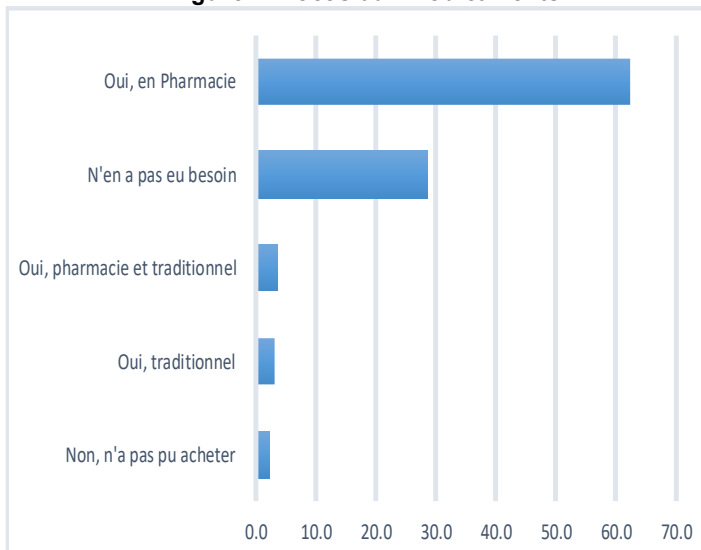


Figure 4: Accès aux médicaments



CREDIT

Une proportion élevée de ménages (69,3%) a déclaré que depuis le début de l'épidémie de la Covid-19, ils ont pu obtenir un prêt auprès d'une institution financière, d'un prêteur d'argent, d'un ami ou d'un membre de la famille (Figure 5). La grande majorité de ces prêts provenaient de la famille ou d'un ami (Figure 6). Un signe clair de la faible pénétration et de la médiocre performance du secteur financier formel. Les banques et les institutions de microfinance ne représentent que 12,2% des prêts. Interrogés, les ménages ont déclaré que le prêt qu'ils avaient contracté pendant la crise de la Covid-19 était principalement destiné à acheter de la nourriture (31,5%) ou à couvrir les coûts liés aux soins de santé (29,8%). Une proportion non négligeable (16,1%) a déclaré utiliser le prêt pour acquérir des intrants agricoles tels que les semences améliorées et les engrais. Il existe clairement un risque de solvabilité et un risque pour les ménages de devenir trop endettés. Cela étant donné que la plupart des prêts sont orientés vers les besoins de consommation à court terme, contrairement aux investissements pour la génération de revenus.

Figure 5: Proportion de ménages ayant obtenu un prêt

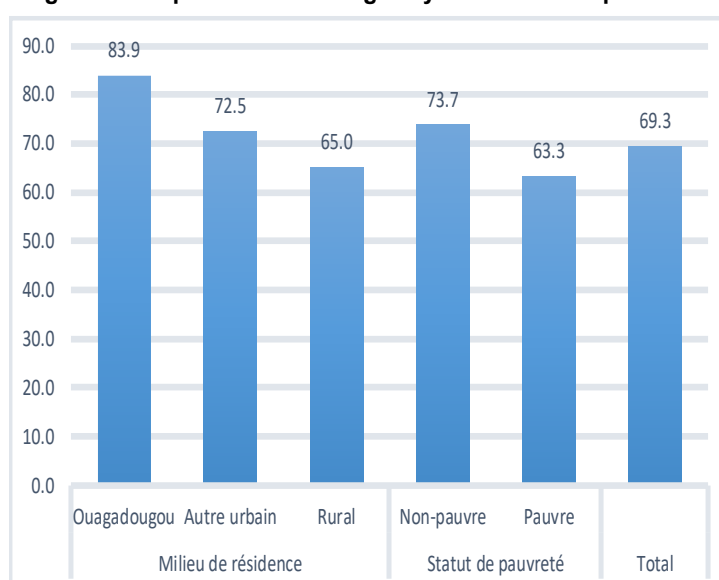
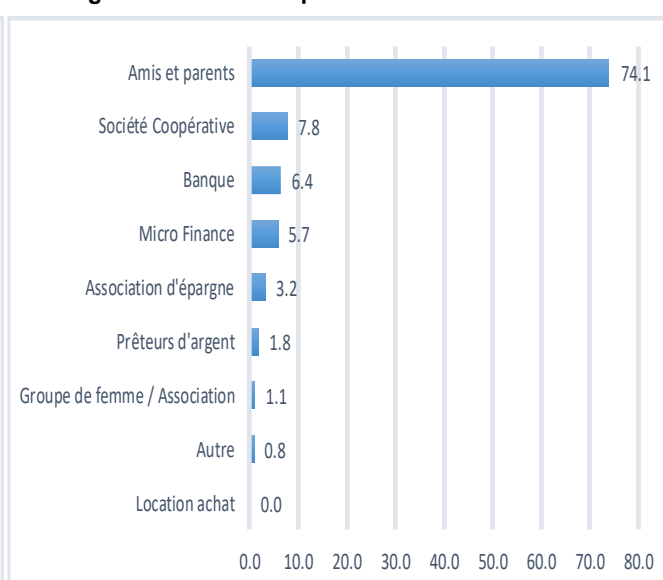


Figure 6: Source du prêt

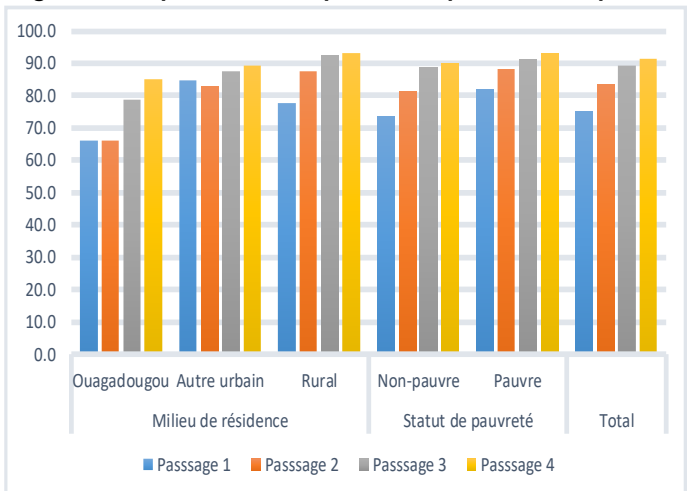




EMPLOIS ET REVENUS

La proportion de répondants ayant un emploi a augmenté de manière significative, passant de 75,1% au premier passage à 83,3% au deuxième passage, 89,4% au troisième passage et 91,2% au quatrième passage (Figure 7). Cela représente une augmentation de 16,1 points de pourcentage entre le premier et le quatrième passage. Un signe clair que la reprise économique est en marche. Cependant, ceux de Ouagadougou et des zones rurales semblent avoir davantage bénéficié de cette évolution positive du marché du travail. Entre le premier et le quatrième passage, la proportion de ceux qui sont employés dans d'autres zones urbaines n'a augmenté que de 4,6 points de pourcentage, contre 19,1 points de pourcentage et 15,5 points de pourcentage pour ceux vivant respectivement à Ouagadougou et en milieu rural. Mais cette amélioration du marché du travail ne s'est pas encore traduite par une nette augmentation des revenus.

Figure 7: Proportion des répondants qui ont un emploi



CHOC

L'incidence des chocs est élevée, deux ménages sur cinq (40%) déclarant avoir été affectés par un choc négatif entre le troisième et le quatrième passage. La maladie d'un membre du ménage est le choc le plus important (Figure 8). Ce choc a frappé un ménage sur trois (34%). Trois autres types de chocs se distinguent par des scores élevés. Ce sont: (i) la catégorie autres, un signe que la conception du questionnaire peut ne pas capter certains chocs importants (20,1%); (ii) l'augmentation du prix des intrants (18,3%); (iii) vols (11,6%). Parmi les autres chocs notables figurent: une mauvaise récolte due au manque de main-d'œuvre; augmentation du prix des intrants; faillite d'une entreprise familiale non agricole; perte d'emploi; décès d'une personne qui envoie de l'argent au ménage; et perte de contact important. Il existe des différences notables selon la zone de résidence et le statut de pauvreté. Par exemple, les chocs liés à l'augmentation du prix des principaux aliments consommés affectent le plus les non pauvres. Cela est attendu étant donné que les pauvres sont plus susceptibles de dépendre de leur propre production alimentaire.

Compte tenu de la faible couverture des services financiers formels, y compris l'assurance, et du filet de sécurité sociale limité, la plupart des ménages subissent des chocs sans rien faire (37,9%) (Figure 9). Ceux qui peuvent recevoir de l'aide d'amis ou de membres de leur famille (25,6%); puisé sur ses économies (23,6%); actifs vendus (16,2%); engagés dans des activités supplémentaires génératrices de revenus (10,8%); emprunté à des amis ou à la famille (10,6%); ou une consommation alimentaire réduite (9,1%). La plupart des stratégies adoptées ne sont pas optimales et sont susceptibles d'avoir un impact négatif durable sur les ménages, y compris un impact sur l'état nutritionnel de ceux qui réduisent leur consommation alimentaire.

Figure 8: Proportion de ménages affectés par le choc

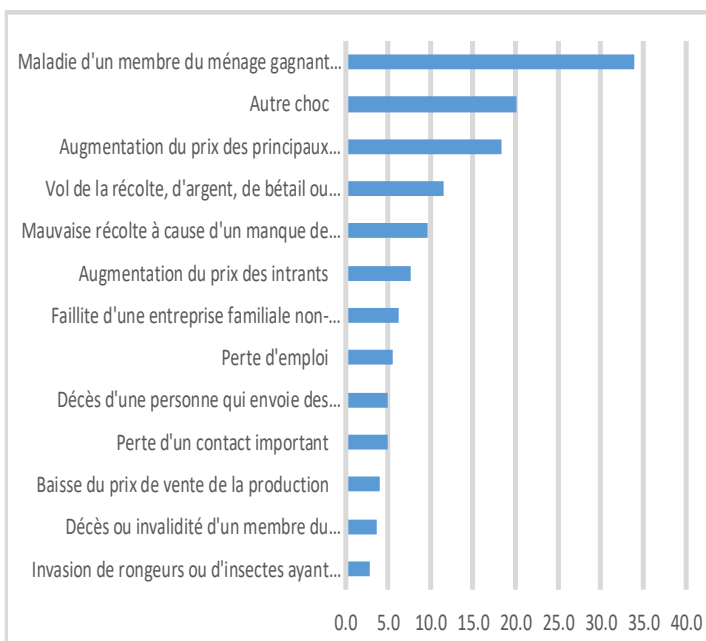
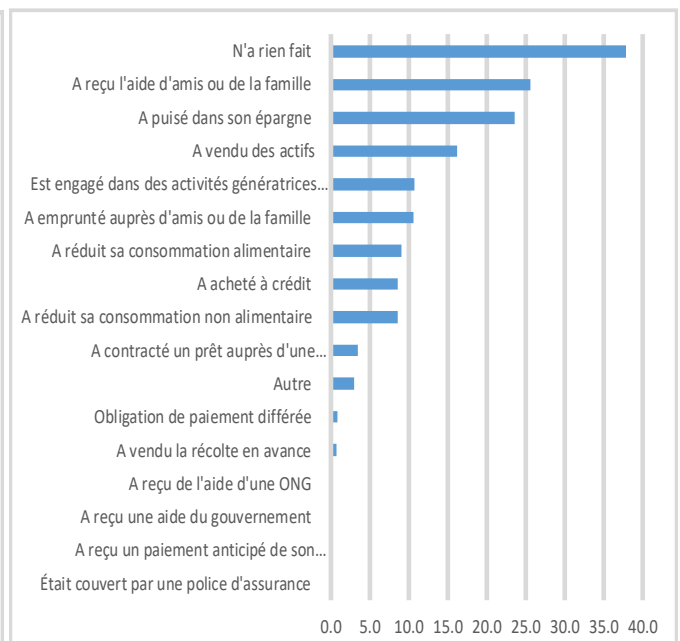


Figure 9: Stratégie pour faire face au choc



Cette note a été élaborée par Clarence Tsimpo Nkengne, Marco Tiberti, Prospère Backiny-Yetna et Marco Costantini de la Banque mondiale, Zakaria Korcoba de l'INSD, et Adama Tiendrebeogo de la commission de l'UEMOA. L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Christophe Rockmore. La note a été préparée sous la direction de Soukeyna Kane, Maimouna Mbow Fam, Kofi Nouve, Pierella Paci, Johan A. Mistiaen, Jean-Pierre Chauffour, Boureima Ouedraogo, et Jean Edouard Odilon Doamba.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou <http://www.insd.bf/n/>



WORLD BANK GROUP